



Le gouvernement de la République Espagnole a approuvé la déclaration suivante qui a été lue au micro par son président M. Alvaro de Albornoz, le 2 septembre 1947

<https://hdl.handle.net/1874/35621>



**Le Gouvernement de la République Espagnole
a approuvé la déclaration suivante
qui a été lue au micro par son Président
*M. Alvaro de Albornoz***

le 2 septembre 1947

L'ÉQUILIBRE qui était à la base des coalitions existantes au sein des deux Gouvernements précédents ayant été momentanément rompu, le Gouvernement que j'ai l'honneur de présider est une concentration des partis républicains nationaux : la Gauche Républicaine, l'Union Républicaine et le Parti Fédéral. Il jouit également de l'appui moral et parlementaire de la Gauche Républicaine de Catalogne et du Parti Nationaliste Basque. Malgré la restriction circonstancielle du nombre des composants de notre Gouvernement, celui-ci est loin d'être symbolique, dans le sens péjoratif du mot. Au contraire, le fait de se baser sur le centre républicain constitue la garantie d'un républicanisme clair, inéquivoque et fervent, doué d'un esprit qui repousse toute mystification. Il reste ouvert à des incorporations successives dans le cadre d'un républicanisme homogène, tant que les circonstances qui ont conseillé sa formation ne lui permettent pas de plus vastes élargissements. Son désir le plus ardent et son but le plus ferme sont d'obtenir la conciliation républicaine, d'empêcher que les différends des éléments qui ont contribué à la défense de la République ne s'approfondissent et d'essayer de les vaincre afin de forger l'instrument définitif pour la libération de l'Espagne.

De même que ses prédécesseurs, notre Gouvernement représente la légitimité républicaine incarnée par les Institutions reconstituées au Mexique par les Cortes de la République, principe dont nous sommes les dépositaires incorruptibles. Loin d'être guidés par une obstination sectaire ou partidiste, ce fait représente essentiellement le respect que l'on doit à la volonté nationale et les Institutions républicaines n'iront jamais à son encontre. Tant que la volonté nationale ne décidera le contraire, et en vertu des ordonnances juridiques qui émanent de sa Constitution, le régime légitime de l'Espagne est la République. Notre devoir essentiel est de la servir sans marchandage et prêts à tous les sacrifices, sans fermer les yeux, la sensibilité toujours tendue. Nous sommes prêts à considérer les réalités qui puissent surgir aussi bien dans le pect international que dans le national. Mais notre Gouvernement refuse toutes les manœuvres de l'ennemi, qu'elles soient habiles ou subtiles, tendant à nous diviser et à nous affaiblir.

Défendue avec une résolution unanime par toute l'émigration et montrant héroïquement sa présence à l'intérieur de la Péninsule par un peuple tyrannisé, la légitimité républicaine de l'Espagne compte avec un *Status* international qui repose sur la reconnaissance successive des Institutions républicaines par de nombreux et importants Etats de l'Amérique et de l'Europe, dont le premier est celui des Etats Unis du Mexique. Guidé par la solidarité de race et de destinée, l'Amérique de notre langue et de notre culture vibre chaque jour avec un plus grand enthousiasme en défense de la liberté espagnole. Elle est prête à réaliser un nouvel effort en notre faveur dans la prochaine conjoncture internationale. Quant aux démocraties européennes, même celles qui ne nous ont pas officiellement reconnus, mais où l'opinion publique se prononce ardemment en faveur de la cause républicaine espagnole, nous offrent de nouveaux encouragements. L'aide s'accroîtra au fur et à mesure que nous intensifierons notre labeur et que notre exemple sera plus élevé. Nous devons à tous ces pays, Etats et peuples, notre gratitude la plus profonde. Nous l'étendons cordialement à la France pour son hospitalité généreuse.

Fort de la conviction de sa légitimité, des vœux du peuple espagnol subjugué, et de la solidarité démocratique internationale, notre Gouvernement se dispose à défendre la cause de l'Espagne devant l'O.N.U. lors de sa prochaine Assemblée Générale, poursuivant ainsi l'action des Gouvernements précédents. Les problèmes que doit considérer ce grand Congrès sont ardues. Mais tout en tenant compte du profond caractère

dramatique de quelques-uns d'entre eux, le nôtre se dresse parmi tous car le régime de Franco persiste encore comme une monstrueuse survivance, plus de deux ans après l'écrasement du nazisme et du fascisme sur les champs de bataille. Au moment de reprendre les démarches des Gouvernements précédents, celui que j'ai l'honneur de présider plaidera en faveur de l'obtention des mesures pratiques et efficaces. Il ne suffit pas d'avoir condamné à plusieurs reprises le régime de Franco. Il faut lui refuser les ressources économiques dont il a besoin pour subsister, hâtant ainsi son renversement. Il est nécessaire également de s'interposer à tout régime qui ne serait pas le reflet de la libre expression de la volonté nationale.

Dans l'aspect international, l'action du Gouvernement ne se bornera pas à obtenir des buts éminemment politiques qui sont principalement de son ressort en fonction de sa propre signification. A part la question du régime et bien qu'elle y soit intimement liée, le Gouvernement n'oubliera pas qu'il existe une Espagne qui souffre et qui court le danger d'aboutir à une ruine irréparable. Le devoir les plus élevés de notre Gouvernement est de veiller sur les intérêts permanents de l'Espagne, en détruisant, dans la mesure du possible, l'abîme d'un isolement international qui est uniquement imputable au régime de Franco. Dans cette intention, il s'efforcera de prendre contact, malgré les difficultés que personne ne peut ignorer, avec toutes les manifestations, telles que la Conférence économique pour la mise à exécution du plan Marshall, qui puissent avoir une influence bienfaisante sur l'organisation future de l'Europe et, partant, des destinées de notre Patrie.

Une fois remplie sa mission devant l'O.N.U., le Gouvernement se présentera ensuite devant les Cortes avec le désir que celles-ci ne seront pas les arènes minuscules de rancunes et de disputes des partis politiques, devenant ainsi une scène mesquine indigne du drame de l'Espagne. Le Gouvernement espère que le patriotisme et la responsabilité pèseront sur tous ; que le débat atteindra l'élévation qu'exige l'heure présente ; que tous les Partis rivaliseront en amour pour la république et pour l'Espagne et que tous les Députés auront l'élan magnifique, l'inspiration généreuse et le désintéressement sublime des glorieuses Cortes Constituantes de 1931. Il dépendra de ces conditions que sa prochaine réunion atteigne les proportions d'un événement historique de grande transcendance.

Le Gouvernement rend publique la Déclaration présente au moment où l'exécrable terreur redouble d'intensité dans

2293986

toute l'Espagne franquiste. De nouvelles exécutions capitales s'ajoutent à la série interminable des crimes atroces à l'aspect légal. Ces faits réaffirment, renforcent et consacrent une fois de plus la solidarité de l'émigration républicaine avec les mouvements de la résistance intérieure. Le sentiment démocratique du respect à la Loi, l'œuvre de tous, et le sentiment humain d'amour à la justice, emblème des Institutions républicaines, se renforcent dans l'esprit du Gouvernement, hostile à toute vengeance. Les liens qui unissent les Institutions républicaines à la douleur du peuple s'intensifient et deviennent plus étroits. Et le Gouvernement, qui est son organe exécutif, déclare qu'il veut devenir, chaque jour davantage, et au milieu de l'émigration, le Gouvernement de l'Espagne.

ALVARO DE ALBORNOZ.

Paris, le 2 septembre 1947.

